

*Formation—Loi*

... pour promouvoir la restructuration industrielle et l'adaptation de la main-d'œuvre... programme offert aux collectivités aux prises avec des mises à pied massives à la suite de perturbations industrielles majeures.

Il est utilisé actuellement pour canaliser des millions de dollars dans les circonscriptions de l'ouest de l'Ontario dont les députés, qui appartiennent au parti ministériel, éprouvent des difficultés de nature politique. Les électeurs de Kitchener se rendront compte qu'il s'agit de favoritisme politique, ce qui ne facilitera pas la tâche du député de Kitchener (M. Lang) aux prochaines élections. Devons-nous présumer que la circonscription de Kitchener a une certaine importance nationale?

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration m'a fait savoir que son ministère surveille la situation à Bancroft. On entend sans cesse parler de surveillance, ce qui veut dire que si les gens touchés demeurent dans une circonscription représentée par un député conservateur, ils deviendront chômeurs. Le ministre ne se rend-il pas compte qu'il se livre à des manigances aux dépens des Canadiens et de leurs moyens de subsistance? Dans la région de Sudbury, environ 26 p. 100 de la main-d'œuvre travaille directement dans l'industrie minière par rapport à 83 p. 100 dans la région de Bancroft. La fermeture de la mine d'uranium entraînerait un grave bouleversement dans cette localité.

La formation professionnelle nécessaire pour vivre au nord de la région de Hastings dans les environs de Bancroft ne pourra jamais être acquise en vertu d'un programme national de formation professionnelle. Ces gens-là sont indépendants et ont appris à faire preuve de versatilité, sans se soucier des ingérences du gouvernement. C'est une vie que nous avons lieu d'envier et qu'il ne faut pas troubler.

Qu'est-ce qu'une profession d'importance nationale? J'imagine, dans une région où il existe une pénurie de personnel dans toutes les professions, le cas d'une pénurie régionale qui ne serait pas réputée d'importance nationale et qui, de l'avis d'Emploi et Immigration Canada, ne serait pas suffisamment grave pour justifier une intervention spéciale.

Jusqu'à présent, on a eu tendance à inviter les travailleurs spécialisés des autres pays à venir occuper des emplois au Canada. Le ministre veut inverser la tendance. Dorénavant, le Canada exportera des travailleurs spécialisés vers d'autres pays où il y aura des emplois.

Le gouvernement ne peut-il pas voir le problème véritable? Manque-t-il à ce point d'idées, et est-il à ce point vieux et las qu'il ne se rend pas compte que les Canadiens en ont assez? Ceux-ci sont en effet fatigués de voir le gouvernement fédéral lutter contre les provinces et s'arroger tous les pouvoirs.

Fournir aux Canadiens une formation professionnelle adaptée aux besoins d'un milieu de travail en pleine évolution est un objectif louable. Je voudrais qu'on mette en œuvre un programme qui encourage nos systèmes scolaires provinciaux à évaluer assez tôt les aptitudes professionnelles des élèves pour les orienter de bonne heure vers des programmes de formation susceptibles de pallier les pénuries actuelles ou prévues de main-d'œuvre spécialisée auxquelles le bill C-115 cherche à remédier.

J'appuie l'objet du bill C-115, en dépit de mes observations pessimistes sur l'intervention du gouvernement fédéral dans le domaine de l'enseignement. Je crois cependant que l'emploi constitue le remède-clé pour restaurer la confiance dans l'économie canadienne afin de promouvoir la croissance du secteur privé. Il existe actuellement des programmes établis avec les

meilleures intentions dont on peu se servir efficacement pour susciter cette confiance. Au lieu de s'interroger sur d'éventuelles pénuries de main-d'œuvre, il vaut mieux protéger les emplois existants et assurer leur conservation et leur multiplication. Le monde des affaires et celui du travail ont besoin d'une stratégie industrielle judicieuse, stable et à long terme pour pouvoir planifier leurs besoins futurs. Le Canada ne manque pas de ressources en matières premières et en main-d'œuvre.

Avec la récession mondiale actuelle, les Canadiens devraient être au premier rang, non pas au treizième, derrière des pays comme la Suisse et le Luxembourg. Les Canadiens demandent comment il se fait que des pays comme l'Allemagne et le Japon, qui importent de grandes quantités de matières premières et de pétrole, ont une économie aussi florissante, alors que l'économie canadienneériclite.

Les gens ont du respect pour le succès durement arraché et pour l'action en face du défi. Certains de mes électeurs n'ont pu survivre qu'en faisant trente-six métiers. Ils réparent eux-mêmes leur voiture et coupent leur bois de chauffage. Autant que possible, ils produisent eux-mêmes de quoi se nourrir afin de pouvoir joindre les deux bouts. Et voilà que le gouvernement fédéral actuel exige encore plus.

Le gouvernement canadien devrait accorder la toute première priorité à la création d'emplois et à l'élaboration d'une politique industrielle globale. Lorsque nos gens travailleront et que nos usines fonctionneront à plein rendement, alors peut-être que le gouvernement pourra exercer ses talents à satisfaire les besoins en main-d'œuvre de l'avenir. Le gouvernement doit commencer au Canada même à résoudre les problèmes réels qui assaillent les Canadiens plutôt que de se créer d'autres problèmes. Il faut s'assurer que le milieu canadien de l'industrie et des affaires survive à la récession économique actuelle et prospère au point d'être concurrentiel sur les marchés tant nationaux qu'internationaux. Ce but est essentiel, fondamental, et exige l'attention immédiate du gouvernement.

Notre pays compte plus de 700,000 petites entreprises. Il déferle sur elles une vague de faillites. Celles-ci ont augmenté de 22 p. 100 par rapport à 1980 et de 37 p. 100 au cours du premier trimestre de 1982 par rapport à la même période l'an dernier, et elles menacent cet élément vital de notre économie. Le gouvernement se lave les mains des problèmes qui affligent un si grand nombre. La petite entreprise a besoin d'aide maintenant, car elle est un fournisseur essentiel d'emplois dans l'économie canadienne.

Le gouvernement pourrait insuffler une énergie créatrice, notamment dans les industries du textile et de la chaussure. Une stratégie industrielle complète, qui ne négligerait aucun des besoins et des intérêts de ces industries, protégerait les emplois pour lesquels le gouvernement fédéral veut établir des programmes de formation. Nous avons subi, entre le mois d'août 1981 et mai dernier, une perte nette de 320,000 emplois, dont 157,000 dans le seul secteur manufacturier.

Nous n'avons pas réagi avec assez de vigueur pour limiter les importations d'automobiles japonaises au Canada, ni pour conclure des arrangements pour obliger les constructeurs d'automobiles japonais à créer des emplois au Canada. Les travailleurs de l'automobile ont sans contredit un métier d'importance nationale. La sauvegarde de ces emplois a une portée nationale. Un programme de formation qui préparerait